

Déconfinement à l'école: inquiétude renforcée après les réserves du Conseil scientifique

Paris, 26 avr. 2020 (AFP) -

Les divergences entre le Conseil scientifique et le gouvernement sur la date de réouverture des écoles inquiètent syndicats enseignants et parents d'élèves et renforcent le sentiment "d'insécurité" à moins de deux semaines de la rentrée du 11 mai.

Dans une note publiée samedi soir, ce Conseil chargé d'éclairer le gouvernement a pris acte de la "décision politique" de réouverture prudente et progressive des établissements scolaires et des crèches tout en se disant favorable à leur fermeture jusqu'en septembre.

Dans la foulée, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a indiqué sur Twitter que la note du Conseil, qui prône notamment le port du masque dans les collèges et les lycées, servirait de "base" pour "l'élaboration du protocole sanitaire annoncé pour donner un cadre sûr au déconfinement scolaire".

En amont de la présentation mardi du plan de déconfinement, le Conseil scientifique a établi une liste de règles de distanciation qui devront être adoptées dans les établissements scolaires, notamment faire en sorte que les tables de classes soient espacées entre elles d'un mètre ou que les élèves ne soient en contact qu'avec les camarades de leur propre classe.

"Mission impossible", répond Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement. "La somme de toutes les préconisations du Conseil, si elles étaient retenues, est infaisable dans l'état actuel de nos capacités, avec du personnel qui ne sera certainement pas présent à 100%", craint-il.

"Ce sont des préconisations très complexes à mettre en place. Dans ces conditions, une reprise ne pourra pas avoir lieu le 11 mai. Si elle a lieu en mode dégradé, elle sera très fragile car à toute nouvelle suspicion, ça s'arrêtera", prévient Stéphane Crochet, secrétaire général de SE-Unsa.

"Nous attendons désormais de voir la déclinaison qui sera adoptée mais les avis différents du ministre, du gouvernement, du Conseil scientifique montrent un manque de concertation et cela créé un sentiment d'insécurité chez tout le monde", regrette Francette Popineau, secrétaire générale du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire.

Reprise étalée sur trois semaines selon les niveaux, possibilité pour les parents de refuser d'amener leur enfant à l'école... Depuis une semaine, l'Elysée, Matignon et la rue de Grenelle ont effectivement évoqué des scénarios plus ou moins précis, chaque nouvelle annonce apportant son lot de questionnements.

- "Adaptation locale" -

Francette Popineau l'assure: "Quelle que soit la décision prise mardi, on demande au gouvernement un cadrage national sécurisé, validé par une autorité médicale sinon on ne redémarrera pas l'école, on ne fera pas prendre de risques au personnel", prévient-elle.

"Et si nous repartons, il est impératif de prendre le temps long de la réflexion entre enseignants, collectivités et parents d'élèves, pour tout relancer: il faut au moins une semaine pour mettre en place la désinfection des classes, les entrées et des sorties des écoles avec des barrières, des marquages au sol pour assurer la distanciation etc...", ajoute-t-elle.

Agnès Le Brun, porte-parole en charge des questions d'éducation à l'Association des maires de France, va dans le même sens. "Il faut une adaptation locale menée en concertation avec tous les acteurs, en restant humble et modeste dans la réponse apportée", dit-elle, rappelant toutefois que de "nombreuses questions restent en suspens sur qui fait quoi dans la désinfection de l'école, avec quels moyens, etc."

Pour Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, première fédération syndicale de l'éducation, "si on rouvre les écoles, il faut respecter des conditions sanitaires très, très strictes mais cela semble très compliqué à mettre en oeuvre, et cela crée inévitablement de l'inquiétude chez les parents".

"Les parents d'élèves ont le sentiment que le gouvernement ne sait pas où il va dans le dossier de retour à l'école, et donc beaucoup n'enverront pas leurs enfants, c'est certain", réplique Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE,



PAYS :France
SURFACE :106 %
PERIODICITE :Quotidien



► 26 avril 2020 - Edition Fil Gen

première fédération de parents.

Un autre syndicat du secondaire, le Snalc, demande lui que l'avis du Conseil scientifique soit suivi, et que le gouvernement "annonce au plus vite que les écoles, collèges et lycées resteront fermés jusqu'en septembre".

En attendant, les réunions prévues en visioconférence lundi avec les différentes organisations syndicales sont reportées à mercredi, selon les syndicats, soit au lendemain du plan de déconfinement par Edouard Philippe.

asm-sha/tib/mm

TWITTER

Afp le 26 avr. 20 à 18 49.